



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 23 avril 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
23 avril 2026
n° 16 / 8125^e
pages 713 à 760

CHRONIQUES / Procédures d'insolvabilité

La directive 2026/799/UE du 30 mars 2026
portant harmonisation du droit de l'insolvabilité

> Jean-Luc Vallens

725

Pour une concurrence à armes égales entre les droits français
et anglais en matière de restructuration transfrontalière

> Reinhard Dammann et Patrick Sayer

730

ÉDITORIAL

713 Prime à l'amiable : circulaire, y a rien à voir !, Maxime Barba

ACTUALITÉS

- 716 Clause abusive (défaut de négociation) : contrariété aux bonnes mœurs
- 716 Insaisissabilité (renonciation) : procédure de saisie immobilière
- 717 Droit d'auteur (« échantillon » de phonogramme) : notion de pastiche
- 717 Droit d'auteur (*streaming*) : lecture en continu hors ligne
- 718 Titrisation (cession de créances) : information des débiteurs
- 718 Vente immobilière (acte notarié) : prescription de l'action en rectification
- 719 Cour d'assises (appel) : limitation à certaines peines
- 719 Apprentissage (rupture du contrat) : manquement grave de l'employeur
- 720 Licenciement économique (reclassement) : périmètre de l'obligation
- 721 Avocat (discipline) : respect des principes du procès équitable

POINT DE VUE

722 Paiement consécutif à un spoofing : opération autorisée ou non autorisée ?,
Jérôme Lasserre Capdeville

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 735 **Panorama** : Droit et genre, REGINE
- 748 **Notes** : La stipulation pour autrui ne nove point !, note sous Civ. 3^e, 8 janv. 2026, Noëla Picari
- 754 Référé commercial et identité religieuse d'une entreprise investie d'une mission de service public,
note sous Com. 13 nov. 2025, Julien Couard

ENTRETIEN

760 Natalie Fricero – Décret du 12 février 2026 : vers une justice amiable renforcée



Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre
recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉZALE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUNGER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMÉIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Responsable relations clients : Corinne ROUITER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Etranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR. 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

713

Prime à l'amiable :
circulaire, y a rien à voir !



ACTUALITÉS

716

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Clause abusive (défaut de négociation) :
contrariété aux bonnes mœurs,
CJUE 16 avr. 2026

Entreprise en difficulté

Insaisissabilité (renonciation) : procédure

de saisie immobilière, Com. 15 avr. 2026

Dirigeant (Polynésie française) :

déclaration de la cessation des paiements,
Com. 15 avr. 2026

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (« échantillon »

de phonogramme) : notion de pastiche,
CJUE 14 avr. 2026

Droit d'auteur (streaming) : lecture

en continu hors ligne, CJUE 16 avr. 2026

Société et marché financier

Titrisation (cession de créances) :

information des débiteurs,
Com. 15 avr. 2026

718

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente immobilière (acte notarié) :

prescription de l'action en rectification,
Civ. 3^e, 16 avr. 2026

Famille-Personne-Succession

Assistance éducative (mesure

de placement) : pouvoirs du juge

des enfants, Civ. 1^{re}, 15 avr. 2026

Divorce (juge conciliateur) :

rejet de l'exception de litispendance,
Civ. 1^{re}, 15 avr. 2026

719

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Cour d'assises (appel) : limitation
à certaines peines, Crim. 15 avr. 2026

719

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Apprentissage (rupture du contrat) :

manquement grave de l'employeur,
Soc., avts, 15 avr. 2026

Licenciement économique

(reclassement) : périmètre de l'obligation,
Soc. 15 avr. 2026

Retraite complémentaire (affiliation

obligatoire) : prescription biennale,
Soc. 15 avr. 2026

721

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (discipline) : respect des principes
du procès équitable, Civ. 1^{re}, 9 avr. 2026



722

Paiement consécutif à un spoofing :
opération autorisée ou non autorisée ?
par Jérôme Lasserre Capdeville



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

725

La directive 2026/799/UE du 30 mars 2026
portant harmonisation du droit de l'insolvabilité
par Jean-Luc Vallens

730

Pour une concurrence à armes égales
entre les droits français et anglais
en matière de restructuration transfrontalière
par Reinhard Dammann et Patrick Sayer

NOTES

748

La stipulation pour autrui ne nove point I,
note sous Civ. 3^e, 8 janv. 2026
par Noëla Picari

754

Référé commercial et identité religieuse
d'une entreprise investie d'une mission de service public,
note sous Com. 13 nov. 2025
par Julien Couard

PANORAMA

735

Droit et genre
janvier 2025 – décembre 2025
par REGINE



760

Natalie Fricero – Décret du 12 février 2026 :
vers une justice amiable renforcée

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 16 du 20 avril 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



HOMMAGE

In memoriam Bernard Bouloc

N° 502 - Par Jacques-Henri ROBERT

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | NUMÉRIQUE

Réseaux sociaux et élection : quand la loi s'efface devant le clic

N° 503 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉLAN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | PACTE D'ASSOCIÉS

La résolution d'un pacte d'associés pour abus de droit

N° 504 - Par Nicolas IDA

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COURS D'APPEL

Implantation du service d'accueil unique du justiciable (SAUJ) dans les cours d'appel : publication de la circulaire de présentation du décret

N° 505

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE AUTOMOBILE

Accidents de la circulation : inopposabilité aux victimes d'une condition suspensive affectant la garantie

N° 506

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 avril 2026

N° 507

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 30 mars au 5 avril 2026

N° 508

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRAT D'ASSURANCE

Déchéance de garantie pour fausse déclaration relative au sinistre et proportionnalité de la sanction

N° 509 - Par Bélanda WALTZ-TERACOL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

La France transpose (enfin) la sixième directive sur les exigences de fonds propres

N° 510

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉS FINANCIERS

Premières sanctions pénales dans une affaire de réseaux d'initiés

N° 511

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 avril 2026

N° 512

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 30 mars au 5 avril 2026

N° 513

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL)

L'assemblée des associés, versant pénal

N° 514 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | FORMATION PROFESSIONNELLE

Renumérotation de plusieurs dispositions du Code du travail

N° 515

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | FORMATION PROFESSIONNELLE

Règles relatives au versement des contributions conventionnelles de dialogue social et de formation professionnelle

N° 516

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 avril 2026

N° 517

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 30 mars au 5 avril 2026

N° 518

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Dispense de lien de subordination pour révéler le contrat de travail du conjoint salarié

N° 519 - Par Thibault LAHALLE

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

De la (non) communication du mémoire récapitulatif

N° 520 - Par Paul GASNIER

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉLECTIONS

Le remboursement des frais d'expertise comptable est étendu au-delà de l'élection présidentielle

N° 521

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DOUANES

Publication du Code des douanes refondu

N° 522

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME

Proposition de loi contre l'antisémitisme : les réserves de la CNCDH

N° 523

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 avril 2026

N° 524

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 30 mars au 5 avril 2026

N° 525

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT DE PROPRIÉTÉ

Incorporation de terrains privés dans une zone naturelle protégée

N° 526 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

Conditions d'existence des migrants contraires à la dignité

N° 527 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | RENVOI PRÉJUDICIEL

Rappel de l'interprétation stricte de la dispense de renvoi préjudiciel

N° 528 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La notion de prix de vente

N° 529 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRANSPORTS AÉRIENS

La défaillance du contrôle de sécurité dans les aéroports : une circonstance pas si extraordinaire !

N° 530 - Par Jeremy HEYMANN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | ASSURANCES TERRESTRES

Un tour en voiture qui coûte cher... à l'assureur

N° 531 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une Faculté en phase avec les problématiques sociétales liées à la bioéthique

N° 532 - Par Fanny VASSEUR-LAMBRY

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Le redoutable dilemme de la CEDH : garanties pénales substantielles ou consentement objectif essentiel ?

N° 533 - Par Bruno ANCEL

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal et procédure pénale

N° 534 - Par Jacques-Henri ROBERT , Charlotte CLAVERIE-ROUSSET , Stéphane DETRAZ et Jacques LEROY

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PRIX

35e journée du Livre Politique sur le thème « S'engager »

N° 535

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉ

L'International School on AI Technology and Law

N° 536

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDIQUE

Modalités de mise en oeuvre de la contribution pour l'aide juridique

N° 537

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Procédure disciplinaire des avocats : l'annulation de la citation fait obstacle à la poursuite de l'instance

N° 538

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Projet de loi « Justice criminelle » : opposition du CNB et adoption par le Sénat

N° 539

[Consulter le PDF](#)

À la une

La Cour européenne des droits de l'Homme et le comité européen de prévention de la torture convergent pour condamner une surpopulation carcérale affolante

note par **Éric SENNA**

Alors que la question de la régulation carcérale revient sur le devant de la scène à travers un projet et une proposition de loi, retour sur le signal d'alarme tiré au début de l'année 2026 par la CEDH et le Comité de prévention de la torture sur les conditions de détention et la surpopulation carcérale françaises.



© Généré à l'aide de l'IA

Actualité

Projet de loi sur la justice criminelle : le texte adopté par les sénateurs

focus

Technique

L'IA est-elle le nouveau collaborateur junior ? Entre idées reçues et réalités de marché

étude par **Alexandre MOCHON** et **Séverine RISSER**

Jurisprudence

L'effacement des jurés face à la criminalité organisée : applicabilité immédiate de la loi *Narcotrafic*

note par **Archibald CELEYRON** et **Clément RAYMOND**
sous Cass. crim., 18 févr. 2026

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Élodie MULON**

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

• **Guillaume BARBE**

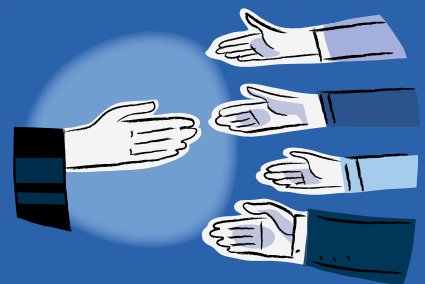
Avocat au barreau de Paris, associé, IVOIRE

• **Jennifer TERVIL**

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Louise ASTRUC BACIOTTI, Alice BOUISSOU, Anne-Laure CASADO, Zoé CERUTTI, Joanna DURANTEAU, Priscillia FERNANDES, Samuel LELLOUCH, Romane LEMAITRE, Joséphine LEVÉ, Raluca LOLEV, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Pap NDIAYE, Océane PAULHAN, Marc PICHARD, Rebecca RIZK, Shahrazade SABIL, Anne SANNIER, Clothilde TORCHY, Mahi VERCELLINO et Liv VILARA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

· Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuilletable numérique : 274,65 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuilletable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 808 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement,
sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément
à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL489p5 ■ **Projet de loi sur la justice criminelle : le texte adopté par les sénateurs** 3
- GPL489p4 ■ **Collaboration libérale : des avancées mais pas de 6^e semaine de congés obligatoire** 5
- GPL489o4 ■ **Journée nationale de la santé des avocats : l'exemple marseillais** 6
- GPL489p8 ■ **Le barreau de Lyon présente son plan d'action pour massifier le recours à l'amiable** 6
- GPL489i0 ■ **« L'idée est d'inscrire ce congrès national dans le rythme annuel de la vie de la FFCM »**
entretien avec Romain CARAYOL 8


Technique

- GPL489p6 ■ **L'IA est-elle le nouveau collaborateur junior ? Entre idées reçues et réalités de marché**
étude par Alexandre MOCHON et Séverine RISSER 11

Doctrine

- GPL488k5 ■ **La Cour européenne des droits de l'Homme et le comité européen de prévention de la torture convergent pour condamner une surpopulation carcérale affolante**
note par Éric SENNA sous CEDH, 5^e sect., 15 janv. 2026 et CPT, Rapp. au gouvernement de la République française, 22 janv. 2026, CPT/Inf (2026) 14

Jurisprudence

- GPL489s4 ■ **L'effacement des jurés face à la criminalité organisée : applicabilité immédiate de la loi *Narcotrafic***
note par Archibald CELEYRON et Clément RAYMOND sous Cass. crim., 18 févr. 2026 18
- GPL489d4 ■ **Précisions sur la date de création du chèque**
note par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE sous Cass. com., 4 févr. 2026 21
- GPL489f1 ■ **Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation**
par Catherine BERLAUD 23
- GPL489a9 ■ **Panorama de jurisprudence du Conseil d'État**
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27
- GPL489e2 ■ **Chronique de jurisprudence de droit des sûretés**
par Christophe ALBIGES et Marie-Pierre DUMONT en exclusivité sur la Base Lextenso :
<https://lext.so/GPL489e2> 

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

31

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Guillaume BARBE et Jennifer TERVIL

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 17 du 23 avril 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



ENTREPRISE

3 QUESTIONS - Le bel avenir de la responsabilité géopolitique de l'entreprise

N° 388 - Par Thierry FAVARIO

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Précisions de la DLF sur le régime des rémunérations techniques des associés de SEL

N° 389

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Droit des sociétés

N° 390

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Énergie - Environnement - Infrastructures

N° 391

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Évolution des arrêts de travail

N° 392

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

« EU Inc. »

N° 393 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Courtage d'assurance : la rémunération est subordonnée à l'immatriculation au RCS et à l'ORIAS

N° 394

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Procédure disciplinaire des avocats : l'annulation de la citation fait obstacle à la poursuite de l'instance

N° 395

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Vers une centralisation renforcée des données de paiement en Europe

N° 396

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CESSION DE CRÉANCE

Société de gestion d'un fonds commun de titrisation : recouvrement de créance et absence de mandat

N° 397

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Distribution de produits bio : l'Autorité de la concurrence sanctionne une entente de répartition de marché

N° 398

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Simplification de la vie économique : adoption définitive du projet de loi

N° 399

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Aides publiques aux entreprises : le Trésor propose une définition pour améliorer leur suivi

N° 400

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Renonciation à l'insaisissabilité des droits sur sa résidence principale

N° 401

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Appréciation de la date d'omission de la cessation des paiements dans le délai légal

N° 402

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Premières sanctions pénales dans une affaire de réseaux d'initiés

N° 403

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Commande publique : simplification, sécurisation et soutien aux PME au menu d'une PPL adoptée par l'Assemblée

N° 404

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

Déclaration d'appel : une régularisation par une seconde déclaration conditionnée

N° 405

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

Nouvelle procédure simplifiée pour le recouvrement des créances commerciales incontestées

N° 406

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La notion de prix de vente

N° 407

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Transport routier de marchandises : les limites de responsabilité s'apprécient au regard du poids total de l'envoi

N° 408

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Sort de la présomption d'imputabilité au travail des lésions lorsque les soins ne sont pas continus

N° 409

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Médecin du travail : la fin du CDD sans renouvellement échappe à l'autorisation de l'inspecteur du travail

N° 410

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Contrat d'apprentissage : rupture immédiate possible en cas de manquements graves de l'employeur](#)

N° 411

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Assiette des cotisations sociales : non-respect par l'employeur de la rémunération conventionnelle](#)

N° 412

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DROIT DOUANIER

[Nouvelles orientations de l'UE sur la coopération entre les douanes et les entreprises pour lutter contre le commerce illicite](#)

N° 413

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Rémunération du dirigeant par société interposée](#)

N° 414

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Taux réduit d'IS : le chiffre d'affaires du groupe doit être pris en compte](#)

N° 415

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

[Autoliquidation de la TVA dans l'immobilier](#)

N° 416

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | ENTREPRISE

[Publication de la nouvelle version des directives CSRD et CS3D](#)

N° 1142 - Par Sophie SCHILLER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

[Les parts sociales ne peuvent faire l'objet d'un don manuel](#)

N° 1143 - Par Guillaume BUY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[L'anomalie apparente et la banque du bénéficiaire de virements obtenus frauduleusement](#)

N° 1144 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Droit de la protection sociale](#)

N° 1145 - Par Olivier ANDRÉ , Alexis BUGADA , Anaëlle CAPPELLARI ,
Frédérique CHOPIN , Véronique COHEN-DONSIMONI , Joël COLONNA ,
Mathieu HALLOT , Claire MORIN , Franck PETIT , Virginie RENAUX-
PERSONNIC , Delphine RONET-YAGUE , Maxime SANGLARD , Sophie
SERENO , Christine SIHARATH , Emma ZERILLO , Delphine RONET-YAGUE
et Alexis BUGADA

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | BREVET PHARMACEUTIQUE

La taxation du dépôt et de la défense des brevets dans la régulation budgétaire de l'accès au marché des médicaments : un dispositif juridiquement inacceptable

N° 1146 - Par Charlotte DAMIANO , Éric PAROCHE , Stanislas ROUX-
VAILLARD , Céline VERNEY , Iris ACCARY et Estelle SIGAUT DÉMOULIN

[Consulter le PDF](#)



GUIDE PRATIQUE

CONSULTATION ANNUELLE DES ASSOCIÉS DE SAS 2026

Le planning et les modèles pour consulter les associés sur l'approbation des comptes des sociétés par actions simplifiées (cahier joint)



www.effl.fr



À LA UNE

Question pratique - La « loi de blocage » n'est pas une loi de blocage

23

Compliance - Devoir de vigilance : responsabilité d'une société mère envers les salariés d'une filiale étrangère

20

Consommation - Un contrat conclu pour un usage mixte peut être régi par le Code de la consommation

13

Sociétés - La nullité spéciale pour défaut de commissaire aux comptes est limitée aux assemblées ordinaires

4



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Nullité spéciale des assemblées générales pour défaut de commissaire aux comptes
- 4 - Digitalisation des assemblées générales d'actionnaires
- 5 - Garantie de passif
- 6 - Contrôle d'une société détenue par un fonds commun de placement
- 7 - Contrôle de durabilité : mise à jour du Code de déontologie des commissaires aux comptes

Entreprise en difficulté

- 8 - Avances en compte courant relevant de l'actif disponible
- 8 - Régime de responsabilité du dirigeant en cas d'insuffisance d'actif

Contrats

- 9 - Qualification de clause pénale
- 10 - Prescription de l'action indemnitaire fondée sur un vice caché

Finances de l'entreprise

- 10 - Fraude au RIB : responsabilité de la banque du payeur
- 11 - Obligation de la banque de mise en garde de son client

Biens de l'entreprise

- 12 - Clause résolutoire d'un bail commercial et exception d'inexécution
- 13 - ILC, llat et ICC au 4^e trimestre 2025

Consommation

- 13 - Contrat conclu pour un usage mixte, professionnel et personnel
- 14 - Garantie légale de conformité
- 15 - Responsabilité du prêteur en cas d'annulation d'un crédit lié

Compliance

- 16 - Manquement d'une banque aux obligations LCB-FT
- 16 - Plan de vigilance : précisions sur le calcul du seuil d'effectif des sociétés établies en France

Et aussi...

- 17 - JOP d'hiver 2030 : la publicité extérieure
- 19 - Contribution pour la justice économique

Commentaire

- 20 - Devoir de vigilance : responsabilité d'une société mère envers les salariés d'une filiale étrangère

Veilles

- 27 - Veille législative
- 28 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



23

**LA « LOI DE BLOCAGE »
N'EST PAS UNE LOI DE BLOCAGE**



GUIDE PRATIQUE

CONSULTATION ANNUELLE DES ASSOCIÉS DE SAS 2026

Le présent guide décrit les différentes étapes à suivre pour consulter les associés de SAS et de Sasu en vue de l'approbation des comptes et de l'affectation des bénéfices.

La décision doit être prise collectivement par les associés de SAS dans les conditions librement organisées par les statuts. Il résulte de cette liberté qu'il n'existe pas une façon d'approuver les comptes d'une SAS mais une multitude de façons de faire, selon ce que prévoient les statuts. Il est donc impossible d'envisager tous les cas de figure. Nous avons pris le parti de sécuriser l'opération, notamment en nous inspirant des règles applicables à d'autres formes sociales là où les textes sont muets.

Ce guide comporte un planning, qui liste les opérations nécessaires à l'organisation de la consultation des associés, ainsi que de nombreux modèles (lettres, convocation, rapport de gestion, etc.) qui sont fournis à titre d'exemple et devront être adaptés à chaque situation. Il n'est pas adapté aux sociétés dont des obligations sont admises aux négociations sur un marché boursier.



www.efl.fr



Lefebvre Dalloz



Consultation annuelle des associés de SAS 2026

- 4 - Planning des opérations à réaliser
- 8 - Vérifications préalables
- 10 - Etablissement des documents comptables
- 13 - Etablissement des documents de gestion prévisionnelle et du rapport sur ces documents
- 14 - Rapport de gestion
- 20 - Rapport sur les conventions réglementées
- 22 - Rapport sur la gestion du groupe
- 23 - Convocation du commissaire aux comptes et mise à sa disposition des documents nécessaires à sa mission
- 25 - Prérrogatives du comité social et économique (CSE)
- 27 - Envoi des convocations et communication des documents aux associés
- 32 - Participation et vote des associés
- 33 - Modalités de consultation en assemblée générale
- 40 - Modalités de la consultation écrite
- 41 - Modalités de la consultation par acte signé par tous les associés
- 42 - Établissement du procès-verbal
- 47 - Formalités de publicité
- 50 - Établissement des documents de gestion prévisionnelle complémentaires
- 50 - Sasu : planning des opérations à réaliser
- 52 - Opérations préalables à l'approbation des comptes de la Sasu
- 53 - Décisions prises par l'associé unique

© Éditions Francis Lefebvre 2026
Reproduction, même partielle, interdite sans autorisation

ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

10, Place des Vosges - Tour Lefebvre Dalloz - CS 80357 - 92072 PARIS LA DEFENSE CEDEX-
Tél. : 01 83 10 10 10 - Email : src@lefebvre-dalloz.fr - Internet <http://www.efl.fr>

SAS au capital de 241 608 €

CPPAP n° O927 T 82116

Impression : Imprimerie Chirat - 744 rue de Sainte Colombe - 42540 Saint Just la Pendue

Dépôt légal - 2^e trimestre 2026

Bimensuel - 51^e année - ISSN 0395-451X

Abonnement 2026 revue + services numériques : 325,70 €

Origine du papier : Suède ; sans fibres recyclées ; Protot : 20 g/t



Présidente et principale associée : Lefebvre Sarrut, 10 Place des Vosges, 92400 Courbevoie -
542 052 451 RCS Nanterre

Directeur de la Publication : Julien Tanguy, représentant permanent de Lefebvre Sarrut

Directrice des Éditions : Caroline Delesalle Sordet

Directrice de la rédaction Affaires et rédactrice en chef : Maya Collard Vandeveld

Directrice scientifique : Marie-Anne Massiot

Rédacteurs : Q. Abel, B. Brom, C. Challe, V. Darbon, P. Fleury, B. Joret, G. Leduc, G. Lesage,
D. Loyer-Bouez, M. Mareine, G. Meyer, V. Oblin, L. Paudrat, C. Pétilion, M. Ponsot, C. Quiney,
C. Ribreau, V. Vélin, A. Wurtz

Assistants d'édition : K. Gaspais-Mue, M. Vanier

Rédacteurs graphistes : L. Bouchara, T. Calis et M. Coydon

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Actualité des procédures collectives, n° 8 du 22 avril 2026

Sommaire du numéro

Repère



INTERDICTION DES PAIEMENTS

Retrait litigieux et procédure collective : une incompatibilité persistante

N° 93 - Par Brune-Laure DUGOURD

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Réunion des patrimoines d'un entrepreneur individuel pour usage indifférencié de ses comptes bancaires

N° 94

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRITÈRES D'OUVERTURE

Appréciation souveraine de l'impossibilité de redressement justifiant la conversion en

liquidation judiciaire

N° 95

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INTERDICTION DES PAIEMENTS

Interdiction des paiements et retrait litigieux

N° 96

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Ratification de la déclaration de créance réalisée par un tiers

N° 97

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | POUVOIRS DU DÉBITEUR

La requête aux fins de saisie-contrefaçon n'est pas assimilable à un acte de gestion courante supposant l'assistance de l'administrateur

N° 98

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTRATS EN COURS

Paralysie des clauses diminuant les droits ou aggravant les obligations du débiteur du fait de l'ouverture de la procédure : une conception opportunément souple

N° 99 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | COMPENSATION

Exclusion d'une compensation de créances non connexes et de l'effet extinctif d'une renonciation unilatérale au droit d'agir

N° 100 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Articulation de la liquidation judiciaire d'une personne décédée avec l'acceptation à concurrence de l'actif net de la succession de l'héritier du débiteur

N° 101 - Par Jérôme LEPROVAUX

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS

Caractérisation de la direction de fait : une motivation nécessairement distincte de celle d'une décision antérieure

N° 102

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS

À quelles conditions la responsabilité de droit commun du dirigeant peut-elle être invoquée par le liquidateur ?

N° 103

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Contribution pour l'aide juridique de 50 euros et les procédures collectives

N° 104

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

Annulation d'un arrêt constatant le désistement d'un mandataire ad hoc dont l'ordonnance de nomination a été par la suite rétractée

N° 105

[Consulter le PDF](#)

Revue Lamy de la concurrence

Opérations de visite et saisie en droit de la concurrence et sort des documents saisis : regards croisés

Julia BOMBARDIER et André MARIE

**L'arrêt *Meliá* – De l'ouverture raisonnée de l'accès aux preuves
en contentieux indemnitaire**

Ombline ANCELIN et Florent BARBU

**Transparence et pratiques restrictives de concurrence :
panorama des évolutions légales et décisionnelles
(mars 2025 – mars 2026)**

Anne-Cécile MARTIN

**Le règlement FSR à l'épreuve de sa mise en œuvre :
clarifications bienvenues et incertitudes persistantes**

Michel PONSARD et Agathe DESEVEDAVY

**La sanction des actes de concurrence déloyale confrontée
aux principes de la liberté du commerce et de l'industrie
et de la libre concurrence**

Louis PERDRIX

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Directeur scientifique :

Muriel Chagny : Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit de la concurrence et des contrats, UVSQ-Paris Saclay

Linda Arcelin : Professeur des universités, La Rochelle Université

Virginie Beaumeunier : Inspectrice générale des finances, Présidente de l'observatoire des délais de paiements

Jacques Boulard : Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît Cœuré : Président de l'Autorité de la concurrence

Jean-Louis Fourgoux : Avocat associé, Mermoz Avocats

Olivier Guersent : Directeur général de la concurrence, Commission européenne

Sarah Lacoche : Directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Irène Luc : Première avocate générale à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Cyril Nourissat : Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne Perrot : Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie Pironon : Professeur des universités, Université de Nantes

Michel Ponsard : Avocat associé, UGGC Avocats, Président de l'Association française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline Riffault-Silk : Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour de cassation, Membre fondateur et Président honoraire de l'Association of European Competition Law Judges (AECJLJ)

Patrick Sayer : Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna Sersiron : Avocate associée, Baker McKenzie, Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit de la concurrence (APDC)

Thibaud Vergé : Vice-Président de l'Autorité de la concurrence, Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent Vigneau : Président de la Chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentante légale : Rokhaya Pondi

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directrice de la publication : Rokhaya Pondi

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

A participé à ce numéro : Céline Garnier

Dépôt légal : à parution • Prix au numéro : 114,35 € TTC

N° ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N° ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel • N° CPPAP : 1226 T 85786 • Crédit

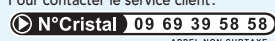
photos : Getty Images • Imprimeur : Duplprint, 2, rue

Descartes - 95330 Domont • Origine du papier : Portugal •

Taux de fibres recyclées : 0 % • Certification : Imprimé sur

papier FSC • Eutrophisation : Pot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :



Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.lamy-liaisons.fr - www.lamylinenew.fr

- www.liaisons-sociales.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu de cette publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, y compris toute utilisation par des systèmes ou modèles d'intelligence artificielle ou toute reproduction ou extraction à des fins de fouille de textes et de données (TDM), notamment en application de l'article 4 de la Directive (UE) 2019/790. L'éditeur se réserve expressément ces utilisations.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2026, n° 159-1 (année, n° de la revue, n° du commentaire)

SOMMAIRE

FOCUS

- Obligation d'exclusivité : sortie de piste pour le Syndicat National des Moniteurs du Ski Français 4
Par *Jérémy BERLEMONT*

LES ESSENTIELS DU MOIS

- CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS 6
- PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES 7
- TRANSPARENCE ET PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES 8
- AIDES D'ÉTAT 10
- DISTRIBUTION 11
- RÉGULATION 13
- À RETENIR ÉGALEMENT 14

ÉCLAIRAGE

- L'arrêt *Meliá* – De l'ouverture raisonnée de l'accès aux preuves en contentieux indemnitaire 17
Par *Ombline ANCELIN et Florent BARBU*

PANORAMA

- Transparence et pratiques restrictives de concurrence : panorama des évolutions légales et décisionnelles (mars 2025 – mars 2026) 22
Par *Anne-Cécile MARTIN*

ANALYSE

- Le règlement FSR à l'épreuve de sa mise en œuvre : clarifications bienvenues et incertitudes persistantes 31
Par *Michel PONSARD et Agathe DESEVEDAVY*

REGARDS CROISÉS

- Opérations de visite et saisie en droit de la concurrence : la chambre criminelle confirme son approche restrictive du secret des correspondances avocat-client et clarifie le régime applicable à la contestation et au contrôle juridictionnel des documents saisis 39
Par *Julia BOMBARDIER*
- Droit des perquisitions, contestation du déroulement des opérations et protection des correspondances avocat-client, bris de scellés, saisies hors du champ de l'autorisation, protection des données personnelles et remise de fichiers post-ovs : les précisions de la chambre criminelle 45
Par *André MARIE*

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- La sanction des actes de concurrence déloyale confrontée aux principes de la liberté du commerce et de l'industrie et de la libre concurrence 51
Par *Louis PERDRIX*

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

Revue de droit bancaire et financier, n° 2 du 01 mars 2026

Sommaire du numéro

Repère

BITCOIN

[Alerte sur le bitcoin !](#)

N° 2 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | MARCHÉS PRÉDICTIFS

[Polymarket, Kalshi... La difficile régulation des marchés prédictifs](#)

N° 21 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

[Normes harmonisées pour la surveillance des succursales de pays tiers](#)

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CADRE PRUDENTIEL

Lancement de la validation centralisée au niveau de l'UE du modèle ISDA SIMM à compter du 1er mars 2026

N° 23

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

Tableau de bord ESG : indicateurs de risques climatiques stables

N° 24

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

Publication de lignes directrices consolidées par le Comité de Bâle

N° 25

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DÉCENTRALISÉE

Révision MiCA et finance décentralisée : comment réguler l'insaisissable ?

N° 26

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BLOCKCHAIN

Publication des conclusions du Groupe Infrastructures de Place sur les actifs de règlement tokenisés

N° 27

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BLOCKCHAIN

Les nouveaux fonds d'investissement contribuent à la baisse des coûts pour les investisseurs

N° 28

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TITRISATION

L'AFG appelle à la prudence lors la révision du cadre européen de la titrisation

N° 29

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INSTRUMENTS FINANCIERS

Publication d'une note d'orientation sur la surveillance du trading algorithmique

N° 30

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRODUITS DÉRIVÉS

Définition des seuils de compensation dans le cadre d'EMIR 3

N° 31

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROSPECTUS

Déclaration de l'ESMA sur la mise en oeuvre du Listing Act

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RSE

Middlenext publie ses recommandations RSE 2026

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMLA

L'AMLA pose les bases d'une approche européenne unifiée des risques LCB-FT pour le secteur financier

N° 34

[Consulter le PDF](#)

EN BREF | DGCCRF

Commissions d'intervention : sanctions de la part de la DGCCRF

N° 35 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE LÉGISLATIVE

Du 11 janvier 2026 au 10 mars 2026

N° 36

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

Veille des publications

N° 37

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | SERVICES DE PAIEMENT

Les services de paiement, les nouvelles technologies et le projet de DSP3

N° 38

[Consulter le PDF](#)

Chronique



PRESTATAIRES FINANCIERS

Chronique sur la responsabilité des prestataires financiers

N° 2 - Par Kevin MAGNIER MERRAN

[Consulter le PDF](#)

Études



CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Les modifications et les précisions de la réforme du crédit à la consommation

N° 3 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

CLAUSE DE DÉCHÉANCE DU TERME

Délai de préavis et déchéance du terme : pour une lecture ordonnée du droit applicable au crédit immobilier

N° 4 - Par Wallerand DE FRANQUEVILLE et Julien MARTINET

[Consulter le PDF](#)

TITRE AU PORTEUR ADMINISTRÉ

Titre au porteur administré

N° 5 - Par Cassandre VASSILOPOULOS

[Consulter le PDF](#)

PRESTATAIRES DE SERVICES DE PAIEMENT

L'opération de paiement « mal exécutée », rencontre du troisième type

N° 6 - Par Bastien MICHALET et Guillaume CAVROIS

[Consulter le PDF](#)

CJUE

[L'application du droit national par la BCE : la métamorphose du contrôle de légalité](#)

N° 7 - Par Augustin GRIDEL

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT BANCAIRE | DONNÉES BANCAIRES

[La protection des données bancaires et l'administration fiscale](#)

N° 47 - Par Sylvain LAMBERT

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | FONDS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE D'ORIGINE FRAUDULEUSE

[Avis du HCJP relatif au traitement par les prestataires de services de paiement des fonds susceptibles d'être d'origine frauduleuse](#)

N° 48 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRYPTO-ACTIFS

[Plateforme de crypto actifs](#)

N° 49 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT NON AUTORISÉES

[Le spoofing n'exclut pas de facto la négligence grave du payeur](#)

N° 50 - Par Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT NON AUTORISÉES

[Délai de 13 mois et signalement sans tarder : retour devant la Cour de cassation](#)

N° 51 - Par Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT NON AUTORISÉES

[Charge de la preuve du signalement « sans tarder » et de l'absence de négligence grave](#)

N° 52 - Par Guillaume CAVROIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT AUTORISÉES

[Délimitation de la notion d'anomalies apparentes](#)

N° 53 - Par Guillaume CAVROIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

[Cautionnement professionnel : recours après paiement](#)

N° 54 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

[Garantie à première demande : point de départ du délai de prescription de l'action en paiement](#)

N° 55 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

[Saisie immobilière et statut de l'entrepreneur individuel](#)

N° 56 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

[Saisie-attribution et créance indisponible](#)

N° 57 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

[Saisie-attribution et prescription](#)

N° 58 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

[Saisie-attribution et prescription](#)

N° 59 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

[Recouvrement amiable et formalisme](#)

N° 60 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE RÉOLUTION UNIQUE

[Mise en oeuvre du MRU : le CRU est bien compétent pour refuser d'adopter des mesures de résolution](#)

N° 61 - Par Juliette MOREL-MAROGER

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

[Sanction record infligée par la BCE pour des manquements prudentiels](#)

N° 62 - Par Juliette MOREL-MAROGER

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

[Deuxième sanction bancaire pour mauvaise gestion du risque environnemental : toujours légitime mais encore illégale ?](#)

N° 63 - Par Gaëlle HARDY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | AUTORITÉ EUROPÉENNE DE SURVEILLANCE FINANCIÈRE

[Premières lignes directrices sur les stress tests financiers intégrant les risques ESG](#)

N° 64 - Par Gaëlle HARDY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

[Une protection assurantielle inadéquate contre les risques naturels des garanties immobilières](#)

N° 65 - Par Gaëlle HARDY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE

[La simplification du cadre réglementaire applicable aux risques de crédit :](#)

les premières propositions de l'ABE

N° 66 - Par Gaëlle HARDY

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DIFFUSION D'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE

Condamnation d'une banque pour diffusion d'un communiqué trompeur dans le contexte de la crise des subprimes

N° 67 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | FINANCE DURABLE

Nouveau cadre européen de la durabilité et avis des autorités de supervision européennes sur la réforme des normes ESRS

N° 68 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | RÉFORMES EN COURS

Package européen de décembre 2025

N° 69 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | AUTORITÉ EUROPÉENNE DES MARCHÉS FINANCIERS

Modification du règlement ESMA du 24 novembre 2010

N° 70 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | RÈGLEMENTS-LIVRAISONS

Nouveau texte sur le caractère définitif des règlements

N° 71 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Organismes de placement collectif

N° 72 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Distribution transfrontalière des organismes de placement collectif

N° 73 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Meilleures pratiques



ACPR

Enseignements opérationnels des décisions de sanctions de l'ACPR dans le secteur bancaire en 2025

N° 2 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

MICA

Les opérations portant sur des EMT au carrefour de MiCA et de la DSP2

N° 3 - Par Evelina GRATIANU

[Consulter le PDF](#)



📖 Numéro de revue

La transition écologique et l'enseignement du droit économique

Acte II – Retours, critiques, projets

Revue internationale de droit économique

2025/2 t. XXXIV

Association internationale de droit économique

158 pages

Acheter ce numéro

35,00 €

158 pages, format électronique et papier (HTML et PDF, par article)

Choisir



Recherche filtrée sur ce numéro



Sommaire

Pages 5 à 9

🕒 8 minutes


☰ Article de revue

Avant-propos



Vers une concrétisation de l'imaginaire de la fusion du droit économique et du droit de l'environnement

Par Erwin Franquet



- Pages 11 à 26  Article de revue 
⌚ 24 minutes **Propos introductifs**
La transition écologique et l'enseignement du droit économique. Acte II – retours, critiques, projets
Par [Marie Alice Chardeaux](#),
[Florian Couveinhes Matsumoto](#),
[Aude-Solveig Epstein](#),
[Maxime Lassalle](#), [Gilles J. Martin](#)
et [Irina Parachkevova-Racine](#)
- Pages 27 à 38  Article de revue 
⌚ 18 minutes **Une autoroute pour l'interdisciplinarité dans l'enseignement ?**
Chroniques d'un économiste écologique sur l'A69
Par [Ali Douai](#)
- Pages 39 à 48  Article de revue 
⌚ 15 minutes **Transition écologique et enseignement en France du droit international de la mer**
Par [Jean-Christophe Martin](#)
- Pages 49 à 59  Article de revue 
⌚ 17 minutes **Enseigner le droit du commerce international à travers l'objet-forêt : un levier pour la transition écologique**
Par [Magali Boucaron](#)
- Pages 61 à 72  Article de revue 
⌚ 18 minutes **La transition écologique et l'adaptation de l'enseignement du droit des sociétés**
Par [Caroline Coupet](#)

Pages 73 à 84  Article de revue 
⌚ 18 minutes **Droit des sociétés, enseigner
la compassion sans faillir au droit**
Par [Jean-Marc Gollier](#)



Pages 85 à 95  Article de revue 
⌚ 17 minutes **L'adaptation constante
de l'enseignement du droit
des assurances face à la transition
écologique**
Par [Anne Trescases](#)







 **Sommaire**

S'abonner

Acheter


Pages 109 à 117  Article de revue 
⌚ 14 minutes **La systématisation du discours
dans l'enseignement des enjeux
écologiques en droit économique**
Par [Luc-Marie Augagneur](#)

Pages 119 à 126  Article de revue 
⌚ 12 minutes **Le clair-obscur de l'enseignement
du droit économique face
à la transition écologique**
L'exemple d'une formation spécialisée
Par [Grégoire Leray](#) et [Jennifer Bardy](#)

Pages 127 à 136  Article de revue 
⌚ 15 minutes **Enseignement du droit économique,
transition écologique et liberté
pédagogique**
Par [Eva Mouial Bassilana](#)

Pages 137 à 145  Article de revue




 14 minutes **L'enseignement du droit économique et la transition écologique à la sauce belge**

Par [Alice Briegleb](#)

Pages 147 à 154  Article de revue



 12 minutes **Dilemmes et contradictions de l'écologisation de la recherche et des formations en sociologie**

Une expérience d'enseignant-chercheur

Par [Gérald Gaglio](#)

Date de parution : 20/04/2026

Date de mise en ligne : 20/04/2026

ISBN 9782931194164

PRATIQUE P. 12

PROFESSIONS

Attribution éliminatoire et partage judiciaire

par Jean-Philippe Borel

ACTUALITÉS P. 5

PERSONNES / FAMILLE

Loi *Morel-Turquois* visant à simplifier la sortie de l'indivision et la gestion des successions vacantes

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Précisions relatives aux conditions de reconnaissance en France d'un divorce prononcé au Maroc

DROIT FISCAL

L'enregistrement d'un acte SSP est réputé accompli pour le compte de l'ensemble des parties

DOCTRINE P. 16

IMMOBILIER

De l'exercice de la servitude interruptif de sa prescription

par Charles Masson

CHRONIQUES P. 21

IMMOBILIER

Vente immobilière

par Cyril Grimaldi, Matthieu Bouirat, Mailys Luchel, Pierre Vignalou, Victoria Garnier-Vigier et Jean-Hadrien Oury



ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF231e9 ■ Loi *Morel-Turquois* visant à simplifier la sortie de l'indivision et la gestion des successions vacantes

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

DEF231e5 ■ Précisions relatives aux conditions de reconnaissance en France d'un divorce prononcé au Maroc

FISCAL

DEF231e6 ■ L'enregistrement d'un acte SSP est réputé accompli pour le compte de l'ensemble des parties

FISCAL

DEF231e7 ■ Cession de titres démembrés : incidence des clauses de quasi-usufruit et de remploi sur l'imposition de la plus-value

PRATIQUE P. 12

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF231c1 ■ Attribution éliminatoire et partage judiciaire par *Jean-Philippe Borel*

DOCTRINE P. 16

DEF230t6 ■ De l'exercice de la servitude interruptif de sa prescription
par *Charles Masson*

CHRONIQUES P. 21

DEF231d9 ■ Vente immobilière
par *Cyril Grimaldi, Matthieu Bouirat, Mailys Luchel, Pierre Vignalou, Victoria Garnier-Vigier, Jean-Hadrien Oury, Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste Seube* et *Dominique Savouré*

VIE PRO P. 32

OFFRES ET DEMANDES P. 37

INDICES P. 40

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Journal du Droit international Clunet, n° 2 du 01 avril 2026

Sommaire du numéro

Doctrine



CONVENTION INTERNATIONALE

La Convention des Nations unies sur les documents de cargaison négociable : un nouveau titre représentatif pour le financement du négoce international

N° 3 - Par Olivier CACHARD

[Consulter le PDF](#)

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Peut-on prendre le « Conseil de la Paix » de Donald J. Trump au sérieux ?

N° 4 - Par Raphaël MAUREL

[Consulter le PDF](#)

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

La dénonciation de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 : à quelles conditions ?

N° 5 - Par Habib BADJINRI TOURÉ

[Consulter le PDF](#)

Variétés



DROIT INTERNATIONAL

Comment faire progresser le droit international en milieu hostile ?

N° 4 - Par Franck LATTY

[Consulter le PDF](#)

DROITS DE L'HOMME

La déclaration unilatérale devant la Cour européenne des droits de l'Homme : analyse d'un phénomène de « commodification » du système de protection des droits humains

N° 5 - Par Audrey BOISGONTIER

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



FRANCE | DROIT RELIGIEUX

Le juge français n'a pas le pouvoir d'appliquer un droit religieux

N° 4 - Par Gilles CUNIBERTI

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Le contrôle de proportionnalité dans l'orbite du règlement Bruxelles I : retour de l'affaire Real Madrid devant la Cour de cassation

N° 5 - Par Rebecca LEGENDRE

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Les premiers pas hésitants de l'exequatur des jugements étrangers devant le juge administratif français

N° 6 - Par Maxence CHAMBON et Medhi LAHOUZI

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | BRUXELLES I BIS

Les digues retenant le recouvrement des créances administratives françaises à l'étranger

N° 7 - Par Cédric MEURANT

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | CONTRÔLE DE LA COMPÉTENCE

Astaris face à Schooner : la concentration des moyens comme limite au contrôle de la compétence arbitrale

N° 8 - Par Maximin DE FONTMICHEL

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | ARBITRAGE

L'encadrement du recours à l'arbitrage sportif par la Cour de justice de l'Union européenne

N° 9 - Par Mathieu COMBET

[Consulter le PDF](#)

Chroniques



CJUE

Chronique de la Cour de justice et du Tribunal de l'Union européenne

N° 3 - Par Delphine DERO-BUGNY , Muriel CHAGNY , Valérie PIRONON et Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

COOPÉRATION JUDICIAIRE INTERNATIONALE

Chronique de coopération judiciaire internationale 2025-2026

N° 4 - Par Kamalia MEHTIYEVA

[Consulter le PDF](#)

Bibliographie



COMPTES RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Wolfgang Preiser (1903-1997) und sein « Institut für Geschichte des Völkerrechts » an der Universität Frankfurt

N° 6 - Par Robert KOLB

[Consulter le PDF](#)

COMPTES RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL

Security Discourses, Juridification of International Relations in the 19th and Early 20th Century

N° 7 - Par Robert KOLB

[Consulter le PDF](#)